



Macron en Israël: Les Palestiniens en catimini. La honte de la France.

Le président Emmanuel Macron a effectué les 22 et 23 janvier 2020 la première visite officielle...

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 28 janvier 2020

reenaba.com

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Les Palestiniens en catimini.

Le président Emmanuel Macron a effectué les 22 et 23 janvier 2020 la première visite officielle en Israël de son quinquennat à l'occasion de la commémoration du 75e anniversaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau.

Un déplacement caractérisé par un traitement en catimini des Palestiniens avec une visite nocturne à Ramallah, siège de l'autorité palestinienne, pour un bref entretien avec M. Mahmoud Abbas, une photo en pénombre de leur rencontre et l'absence de la moindre mention des droits des Palestiniens dans ses nombreux discours en Israël. M. Macron s'est contenté d'évoquer l'acceptation de l'«autre» comme s'il s'agissait d'une entité anonyme et non de la population originelle de la Palestine, évoquant à diverses reprises Jérusalem, sans spécifier le cas de Jérusalem Est.

Sa gesticulation dans l'enceinte du couvent Sainte Anne, qui se voulait un remake de la gestuelle chiraquienne n'a abusé personne, sauf ses laudateurs. Le Jupiter de France est aux antipodes de ses prédécesseurs, tel le socialiste François Mitterrand qui n'hésitera pas à braver les foudres du premier ministre israélien de l'époque Menahem Begin en plaidant depuis la tribune de la Knesset, en mars 1982, la nécessité d'un Etat Palestinien. Sa frilosité à l'égard du fait palestinien pourrait être révélatrice de l'érosion de l'influence française dans la zone et de la réduction corrélative de la marge de manœuvre de sa diplomatie.

Son prédécesseur post gaulliste, le «sang mêlé» Nicolas Sarkozy s'était refusé à se rendre à Ramallah pour éviter de se recueillir devant le mausolée du chef du combat palestinien Yasser Arafat, convoquant son successeur à Jéricho. Un acte d'une grande désobligeance qui fut fatale à sa longévité politique.

Le déplacement du président français en Israël a été précédé, un mois plus tôt, le 3 décembre 2019, par l'adoption par l'Assemblée Nationale française, à l'initiative de «La République en Marche», le parti présidentiel, d'une proposition de résolution assimilant la critique du sionisme à une forme d'antisémitisme. Dans ce texte controversé, adopté à une très faible majorité, son auteur, le député LRM, Sylvain Maillard, a proposé au Parlement français l'adoption de la définition de l'antisémitisme telle qu'elle est formulée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). Au cœur des reproches des opposants: le fait qu'il associe l'antisionisme à une forme d'antisémitisme. La définition de

l'IRHA tient en quelques mots, dont le terme «antisionisme» est absent:

«L'antisémitisme est une certaine perception des juifs, qui peut se manifester par une haine à leur égard. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme visent des individus juifs ou non et/ou leurs biens, des institutions communautaires et des lieux de culte.»

L'empressement à faire adopter cette loi, alors que la France est quasiment paralysée depuis 18 mois par un mouvement social de grande ampleur (Gilets Jaunes et réformes des retraites) a pu être interprétée par un excès de zèle explicable en raison, vraisemblablement, de la proximité des élections municipales françaises.

La polémique suscitée par le récidiviste de la justice Eric Zemmour et le mic mac de Yann Moix à propos de sa judéophilie compensatoire d'une judéophobie antérieure remettent en mémoire l'hypersensibilité du fait juif en France, en raison de son passé collaborationniste avec le nazisme sous Vichy. Lors du dîner annuel du CRIF en 2019, Emmanuel Macron avait en effet cherché à établir un amalgame entre antisémitisme et antisionisme dans une sorte de concurrence feutrée électoraliste avec le Rassemblement National, le parti d'extrême droite de Marine Le Pen.

L'anti-sionisme la forme moderne de l'antisémitisme ?

Pas Sûr. Une affirmation d'autant plus fallacieuse que péremptoire. Plutôt le sionisme la forme la plus achevée de la xénophobie assurée d'impunité avec la caution occidentale. Le fait d'aseptiser le débat public de toute critique à l'égard d'Israël est-il incitatif à la démocratie ? Ou constitue-t-il au contraire une prime à l'autoritarisme et à l'arbitraire ?

Il est à craindre que la prescription macronienne ne renforce la psychorigidité des dirigeants israéliens et ne criminalise les partisans d'un règlement politique fondé sur la dignité des hommes, les principaux obstacles à l'institutionnalisation d'un «Bantoustan» avec le silence complice des «grandes démocraties occidentales» et la connivence de leurs laquais pétromonarchiques.

Sa proclamation intervenue à la veille de la divulgation de la «transaction du siècle» s'apparente à une caution implicite française à un plan concocté par le gendre présidentiel américain Jared Kushner, membre influent du lobby juif américain.

Le plus jeune président de la République en marche arrière.

Pour les Palestiniens, Emmanuel Macron a assuré un service minimum pour solde de tout compte. Le disciple du philosophe Paul Ricoeur a-t-il jugé prudent de ne pas affoler le chaland à la veille d'une élection capitale pour la suite de son mandat? La pusillanimité, forme policée de la couardise, constitue-t-elle la marque suprême d'un grand courage politique ?

A-t-il songé un instant au traumatisme infligé aux Palestiniens par la dépossession de leur patrie du fait d'un crime commis par des Européens et d'un découpage arbitraire dans la pure tradition coloniale ?

De l'ignominie résultant d'une compensation sur bien d'autrui, la forme la plus achevée de la perversion triangulaire en ce qu'elle exonère un criminel et pénalise un innocent, sans

pour autant donner pleinement satisfaction au bénéficiaire de la compensation, sans apaiser sa soif vindicative ?

La grandeur de la France ne résidait-elle pas dans la prise en compte du déni de droit infligé injustement aux Palestiniens, de leur stigmatisation, de la négation de leur identité nationale, en un mot l'Apartheid dont ils sont victimes, eux qui n'ont jamais participé ni aux pogroms des Juifs d'Europe, ni au génocide hitlérien, contrairement à la France, qui fut, sous Vichy, à l'égard de ses citoyens de confession juive, l'antichambre des camps de la mort, complice de leur crémation dans les fours des camps d'Auschwitz-Birkenau, de Buckhenwald et d'ailleurs quand près de 400.000 Arabes et Africains (Chrétiens et Musulmans) volaient au secours de la France, pour la 2eme fois en un même siècle, pour la libérer du joug nazi.

La France, non la «Patrie de la Déclaration des Droits de l'Homme», mais le seul pays européen à «l'articulation majeure des penchants criminels de l'Europe démocratique»: La traître négrière et l'extermination des Juifs», pour reprendre l'expression du philosophe Jean Clauder Milner (Verdier).

Qu'il est malsain d'activer une concurrence mémorielle. A Trop vouloir touiller dans le mauvais sens les remugles de l'histoire l'on s'expose parfois à des éclaboussures.

Emmanuel Macron en Israël aura effectué un itinéraire d'un enfant gâté sans densité historique. Son amateurisme a accrédité dans l'opinion l'image d'un balnéaire du Touquet, le plus jeune président d'une République en Marche ... arrière. La honte de la France.

Macron n'est pas un héros: L'Editorial d'Abdel Bari Atwane, influent journaliste palestinien.

«Macron n'est pas un héros. L'incident du Couvent Sainte Anne est superficiel et relève du comique de répétition. Il masque le vrai problème: la morgue israélienne à l'égard des Palestiniens; les incursions et intrusions permanentes de l'armée d'occupation dans les territoires palestiniens, dans la vie quotidienne des Palestiniens, de même que l'humiliation qu'elle inflige quotidiennement à sa population.

«Ce comportement israélien n'a jamais suscité le moindre commentaire de la part de M. Macron. Les vexations qu'il a subies de la part des forces d'occupation sont bien méritées. Elles lui serviront de leçon, lui et les autres dirigeants occidentaux pour leur alignement inconditionnel à la politique agressive israélienne.

«Les Occidentaux n'ont cessé de plaider pour les bienfaits de la paix. Maintenant que les Palestiniens ont rempli toutes leurs conditions, voilà que les Occidetaux les abandonnent à leur sort. «L'incident de Sainte Anne est une tempête dans une tasse de café. Macron n'est pas un héros et nous ne rangerons pas dans le rang de ses admirateurs».

[Pour le locuteur arabophone, ci joint le texte intégral](#) du fondateur du site «Ar Rai Al Yom», ancien propriétaire du journal «Al Qods Al Arabi'»

Les Palestiniens, ultimes vicitmes du nazisme ?

Mayssa'a Abou Zeydane, chroniqueuse au sein du même site, se pose la question de savoir, face à l'indifférence des pays occidentaux à l'égard du drame palestinien et leur soutien continu à Israël du fait du génocide hitlérien, si les Palestiniens ne sont pas effectivement «les ultimes victimes du nazisme».

[Pour le locuteur arabophone, ci joint l'intégralité de sa chronique.](#)

Illustration : Le président français Emmanuel Macron devant le Mur des lamentations, mercredi 22 janvier, à Jérusalem. Reuters (Ammar Awad)

La source originale de cet article est renenaba.com

Copyright © [René Naba](#), renenaba.com, 2020

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bognoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^e siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca